

Bibi toujours sous pression

Trois plaintes ont été déposées devant la Cour suprême contre Benjamin Netanyahu après que les procureurs ont refusé dimanche de l'inculper dans une affaire de trafic d'influence.

ARROGANT, méprisant, Netanyahu l'est. Plus que jamais. Premiers à subir les foudres de sa vindicte, après la décision de la justice de ne pas le poursuivre : les Palestiniens. « Il n'y aura pas de changement de ma politique. » Et d'ajouter à leur intention : « Nous sommes contre un Etat palestinien, car il constituerait une menace pour Israël, et nous n'allons certainement pas diviser Jérusalem. » Et, de fait, la réponse à la proposition américaine de gel de la colonisation dans les territoires occupés et notamment à Jérusalem-Est, c'est « non », a déclaré Bibi qui affirme avoir « clairement exprimé son refus » à Dennis Ross, le médiateur américain. Qu'à cela ne tienne, Netanyahu qui tente de transformer la décision du procureur en victoire promet « un sursaut politique ». Les travaillistes et ses adversaires de gauche sont avertis.

Ce que redoutait donc Saëb Erakat, le négociateur palestinien, à savoir que Netanyahu « accentue son intransigeance », est en train de se produire, du moins en paroles. A moins d'un retournement spectaculaire de la situation. Car si l'on s'en tient à un récent sondage, 58% des Israéliens ne seraient pas favorables à la démission du premier ministre, contre 40% qui sont d'un avis contraire. De ce côté-ci, Bibi paraît conforté dans sa démarche.

Malgré la décision du ministère public de ne pas engager de poursuites judiciaires, « faute de preuves », contre Netanyahu, l'opposition ne désarme pas et tente de maintenir la pression. « Toute personne honnête doit se demander si elle accepte l'autorité morale d'un homme qui n'est pas jugé, simplement parce que les preuves contre lui sont insuffisantes », a estimé Ehud Barak, le numéro deux du parti travailliste. Plus direct, Shimon Peres a déclaré que le premier ministre « doit démissionner ». Pour le leader travailliste, « il est inconcevable que le premier ministre continue ainsi alors que l'ombre de la suspicion plane sur lui avec son lot d'accusations dont la seule faiblesse est de ne pas avoir été établies judiciairement ».

Ne voulant pas s'arrêter à ce constat, Yossi Sarid, membre du parti Meretz, et deux députés travaillistes, Yossi Beilin et Yonah Yahav, ainsi que le Mouvement pour un gouvernement de qualité ont déposé des recours auprès de la Cour suprême, réclamant la mise en examen de Benjamin Netanyahu. En effet, le rapport des magistrats qui ont conclu à un non-lieu ne blanchit pas tout à fait le chef du Likoud. Elyakim Rubinstein, l'un des deux procureurs, n'a-t-il pas fait état de « suspicion d'un acte délictueux mais pas de preuves suffisantes » ? Ce qui signifie, que malgré ses rodomontades, Netanyahu ne sort pas renforcé de cette épreuve. Et qui plus est, le parti religieux ultra-orthodoxe Shass n'a pas l'intention de laisser tomber son leader, Arié Déri, l'homme par qui le scandale est arrivé. Celui-ci est toujours sous le coup de l'inculpation de « chantage assorti de menaces ». Cette formation d'extrême droite qui dispose de dix élus à la Knesset menace de quitter le gouvernement. Or, quant on sait que sur cent vingt députés, Netanyahu ne peut compter que sur soixante-six d'entre eux, on peut facilement imaginer la suite, si cette formation venait à exécuter ses menaces.

HASSANE ZERROUKY.